

Accusé de réception en préfecture  
034-213403371-20160219-2016DECAD012-AU  
Date de télétransmission : 23/02/2016  
Date de réception préfecture : 23/02/2016

VILLENEUVE  
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## DECISION N° 2016/012

LE MAIRE DE LA COMMUNE  
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.215-1 prévoyant qu'une zone de préemption peut être instituée par décision départementale en vue de mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.215-7 permettant à la commune de se substituer au département et, le cas échéant, au Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, si ceux-ci n'exercent pas leur droit de préemption,

**Vu** le Code de l'Urbanisme dans son article R.215-15 donnant pouvoir au Maire de la Commune pour exercer le Droit de Préemption de ladite Commune par substitution au Département au titre des Espaces Naturels Sensibles,

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 16 juin 1983 créant une zone de préemption au titre du périmètre sensible sur le canton de Frontignan, dans laquelle est compris l'immeuble objet de la déclaration d'intention d'aliéner,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014, par laquelle ledit Conseil a délégué au Maire, pour la durée de son mandat, l'exercice des droits de préemption tel que défini à l'article L.2122-22, du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la Déclaration d'Intention d'Aliéner, reçue le 31 décembre 2015 à l'Hôtel du Département, par laquelle Maître CLARET Christophe, notaire, informait de la volonté de Monsieur et Madame MAES Michel de vendre leur propriété d'une contenance totale de 8571 m<sup>2</sup>, cadastrée section AS 268 (3 392 m<sup>2</sup>) et AS 270 (5 179 m<sup>2</sup>), sise sur le territoire de la Commune de VILLENEUVE LES MAGUELONE, étant précisé que le prix du bien indiqué dans la DIA est estimé à 20 000 euros et qu'il s'agit d'une vente avec rente viagère (5 000 euros payable comptant le jour de la signature de l'acte authentique auquel s'ajoute une rente viagère annuelle de 519,72 euros) avec une réserve du droit d'usage et d'habitation jusqu'au décès du survivant des vendeurs.

**Vu** la décision du département en date du 08 janvier 2016 et celle du Conservatoire du Littoral en date du 21 janvier 2016 de renoncer à l'exercice de leur droit de préemption,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER

Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone - B.P. 15 - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone cedex  
Tél. 04 67 69 75 75 - Fax 04 67 99 88 76 - [www.villeneuvelesmaguelone.fr](http://www.villeneuvelesmaguelone.fr)



Accusé de réception en préfecture  
034-213403371-20160219-2016DECAD012-  
AU  
Date de télétransmission : 23/02/2016  
Date de réception préfecture : 23/02/2016

**Considérant** l'intérêt que présente cette propriété, comme le montre le rapport annexé, dans le cadre de la protection, l'aménagement et la mise en valeur des espaces naturels de la commune,

## DECIDE

### ARTICLE 1 :

La Commune de VILLENEUVE LES MAGUELONE préempte les parcelles cadastrées AS 268 (3 392 m<sup>2</sup>) et AS 270 (5 179 m<sup>2</sup>), d'une superficie totale de 8 571 m<sup>2</sup>, et ce au prix de 1,20 euros/m<sup>2</sup>, auquel s'ajoute 1 500 euros pour le bâti et le forage, soit un montant total de 11 785 euros (onze mille sept cent quatre vingt cinq euros).

### ARTICLE 2 :

La dépense résultant de cette acquisition par la Commune sera imputée sur les crédits ouverts au chapitre 21 article 2111 "ACQUISITIONS TERRAINS NUS".

### ARTICLE 3 :

Cette acquisition est exonérée des droits d'impôts d'Etat par application des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts modifié par l'article 21.1.1 de la Loi n° 82-1126 du 29 Décembre 1982 portant Loi des Finances 1983.

### ARTICLE 4 :

La présente décision fera l'objet d'une communication au prochain Conseil Municipal.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 19 FEVRIER 2016.

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

VILLENEUVE  
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## DECISION N° 2016/013

LE MAIRE DE LA COMMUNE  
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

Vu la délibération du conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

Considérant que la commune souhaite accueillir l'association « Pena Lou Terral » – 8 impasse des pêcheurs 34430 Saint Jean de Védas – pour un montant de 900 € ttc (neuf cent euros) dans le cadre du carnaval du 3 avril 2016 ;

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** La signature d'un contrat de prestation de service avec l'association « Pena Lou Terral » – 8 impasse des pêcheurs 34430 Saint Jean de Védas – pour un montant de 900 € ttc (neuf cent euros) dans le cadre du carnaval du 3 avril 2016 ;

**ARTICLE 2 :** La présente décision fera l'objet d'une communication au conseil municipal.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 22 FEVRIER 2016

LE MAIRE  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

VILLENEUVE  
LES-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## DECISION N° 2016/014

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

Vu la délibération du conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

Vu le contrat de maintenance du logiciel AGYSOFT (logiciel MARCO pour l'élaboration des pièces administratives des DCE de marchés publics) qui a pris fin le 31/12/2015,

Vu que la commune a intégré un groupement afin d'acquérir un logiciel mutualisé de commande publique avec d'autres communes de la Métropole de Montpellier et que d'après le calendrier prévisionnel il ne devrait pas être notifié avant la fin de l'année 2016,

Considérant la nécessité pour la commune d'utiliser le logiciel MARCO jusqu'à l'obtention du logiciel mutualisé il est souhaitable de pouvoir continuer à bénéficier d'une maintenance de ce logiciel,

## DECIDE

**ARTICLE 1 :** La signature d'un avenant n°1 avec la société AGYSOFT progiciel & services sise Parc Euromédecine, 95 Rue Pierre Flourens 34090 Montpellier pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour la maintenance du logiciel MARCO pour un montant HT de 480,59€.

**ARTICLE 2 :** La présente décision fera l'objet d'une communication au prochain Conseil Municipal.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier de Cournonterral sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Villeneuve-Lès-Maguelone  
Le 25 février 2016

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*





**COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE**

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

## **DECISION N° 2016/015**

LE MAIRE DE LA COMMUNE  
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L.1311-5, L.2122-21, L.2122-22, L.2241-1,

Vu la convention d'occupation provisoire et précaire de terres signée en date du 20/10/2010, contradictoirement entre la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone d'une part, Madame SIMON Françoise et Monsieur AUGÉ René d'autre part,

VU le courrier de la commune en date du 10/07/2014, mettant en demeure Monsieur AUGÉ et Madame SIMON de remettre le terrain en état,

VU le courrier de Monsieur AUGÉ en date du 12/08/2014, par lequel Monsieur AUGÉ s'engageait à remettre le terrain en état,

Considérant la non-remise en état du terrain, classé en zone naturelle inondable,

Considérant l'article 7 de la convention susvisée, prévoyant une dénonciation trois mois avant le renouvellement tacite de la convention,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1 :**

La commune retire à Madame SIMON Françoise et Monsieur AUGÉ René, la location des parcelles cadastrées ci-après, à compter du 01/11/2016 :

- Section AO n° 162, lieu-dit " Le Pouzol Sud", d'une superficie de 2 024 m²,
- Section AO n° 168, lieu-dit " Le Pouzol Sud ", d'une superficie de 1 636 m²,

### **ARTICLE 2 :**

La présente décision fera l'objet d'une communication au prochain Conseil Municipal.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 01 MARS 2016.

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

Accusé de réception en préfecture  
034-213403371-20160308-2016DECAD016-AU  
Date de télétransmission : 16/03/2016  
Date de réception préfecture : 16/03/2016

VILLENEUVE  
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## DECISION N° 2016/016

VU le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

VU la délibération du conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

VU l'assignation en référé devant monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier le 03/03/2016, concernant la procédure de désenclavement de la parcelle AL 13 engagée par EPF LR ;

CONSIDERANT l'audience fixée le 31/03/2016 ;

### DECIDE

#### ARTICLE 1 :

La Commune mandate Maître Jérôme JEANJEAN, Avocat associé de la SCP SCHEUER VERNHET & Associés, sise 1 Place Alexandre Laissac à Montpellier, pour défendre ses intérêts dans cette affaire.

#### ARTICLE 2 :

Cette décision sera communiquée lors de la réunion du conseil municipal ainsi qu'à Monsieur Le Préfet.

Fait à Villeneuve Les Maguelone,

Le 08 mars 2016

Le Maire

Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER

Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone - B.P. 15 - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone cedex  
Tél. 04 67 69 75 75 - Fax 04 67 99 88 76 - [www.villeneuvelesmaguelone.fr](http://www.villeneuvelesmaguelone.fr)



VILLENEUVE  
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## DECISION N° 2016/017

VU le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

VU la délibération du conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

VU le procès-verbal de constat d'huissier en date du 01/12/2015 concernant l'appropriation, sans droit ni titre, par la SCI EUROPE BATI, d'une partie du domaine public ;

CONSIDERANT la nécessité d'assigner devant le Tribunal Administratif de Montpellier la SCI EUROPE BATI, suite à leur refus d'assister à la délimitation du domaine public en bordure de la propriété cadastrée AL 12 ;

### DECIDE

#### ARTICLE 1 :

La Commune mandate Maître Jérôme JEANJEAN, Avocat associé de la SCP SCHEUER VERNHET & Associés, sise 1 Place Alexandre Laissac à Montpellier, pour défendre ses intérêts dans cette affaire.

#### ARTICLE 2 :

Cette décision sera communiquée lors de la réunion du conseil municipal ainsi qu'à Monsieur Le Préfet.

Fait à Villeneuve Les Maguelone,  
Le 08 mars 2016

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

Accusé de réception en préfecture  
034-213403371-20160308-2016DECAD018-  
AU  
Date de télétransmission : 16/03/2016  
Date de réception préfecture : 16/03/2016

VILLENEUVE  
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## **DECISION N° 2016/018**

LE MAIRE DE LA COMMUNE  
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

VU le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L.2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 avril 2011 relative au changement de locataires des jardins partagés ;

CONSIDERANT la remise des clés par M. NEPPER Denis en date du 27/01/2016,

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1 :**

La parcelle suivante, située aux jardins de « La Planche », fait l'objet d'une modification de locataire :

N° de parcelle	Ancien attributaire	Nouvel attributaire
53	M. NEPPER Denis 18 rue de la Capelette	M. JOUVET Matthieu 6 rue des Parades

#### **ARTICLE 2 :**

La présente décision fera l'objet d'une communication au prochain Conseil Municipal.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 08 MARS 2016.

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT - ARRONDISSEMENT DE MONTPELLIER

Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone - B.P. 15 - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone cedex  
Tél. 04 67 69 75 75 - Fax 04 67 99 88 76 - [www.villeneuvelesmaguelone.fr](http://www.villeneuvelesmaguelone.fr)





VILLENEUVE  
LES-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## DECISION N° 2016/019

VU le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

VU la délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

VU les requêtes déposées au Tribunal Administratif de Montpellier par Mme Françoise Chenu, Présidente de l'association Bérenger de Frédo!, contre les décisions de la Commune du 17/02/2015, puis du 04/03/2015 (annulant et remplaçant la précédente), relatives à la mise en demeure de libérer les locaux du centre culturel et d'enlever le matériel de l'association des bâtiments communaux ;

VU le jugement rendu le 18 décembre 2015 par le Tribunal Administratif rejetant les requêtes de Mme CHENU ;

VU la décision de Mme CHENU de faire appel du jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;

### DECIDE

#### ARTICLE 1 :

La Commune mandate Maître Jérôme JEANJEAN, Avocat associé de la SCP SCHEUER VERNHET & Associés, sise 1 Place Alexandre Laissac à Montpellier, pour défendre ses intérêts dans cette affaire.

#### ARTICLE 2 :

Cette décision sera communiquée lors de la réunion du conseil municipal ainsi qu'à Monsieur Le Préfet.

Fait à Villeneuve Les Maguelone,  
Le 3 mars 2016

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

Accusé de réception en préfecture  
034-213403371-20160315-2016DECAD020-AU  
Date de télétransmission : 16/03/2016  
Date de réception préfecture : 16/03/2016



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## **DECISION N° 2016/020**

VU le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

VU la délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

VU la requête déposée au Tribunal Administratif de Montpellier par M. Hachemi HAMMAD, relative à l'annulation du certificat d'urbanisme opérationnel défavorable du 27 septembre 2013 qui lui a été délivré par la Commune, à l'annulation du PLU visant les zones 1AU, UD3 et UD4, au classement des parcelles cadastrées AM 130 et AM 131 en zone urbanisée et au versement d'une somme de 20 000 euros par la Commune en réparation du préjudice moral et matériel subi ;

VU le jugement rendu le 30 décembre 2015 par le Tribunal Administratif annulant le certificat d'urbanisme et rejetant le surplus des conclusions de M. HAMMAD ;

VU la décision de M. HAMMAD de faire appel du jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1 :**

La Commune mandate Maître Jérôme JEANJEAN, Avocat associé de la SCP SCHEUER VERNHET & Associés, sise 1 Place Alexandre Laissac à Montpellier, pour défendre ses intérêts dans cette affaire.

#### **ARTICLE 2 :**

Cette décision sera communiquée lors de la réunion du conseil municipal ainsi qu'à Monsieur Le Préfet.

Fait à Villeneuve Les Maguelone,  
Le 15 mars 2016

Le Maire  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*

VILLENEUVE  
LÈS-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

**DECISION N° 2016/021**

LE MAIRE DE LA COMMUNE  
DE VILLENEUVE LES MAGUELONE

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

Vu la délibération du conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

Considérant que la commune souhaite accueillir l'association « Le Collectihihif » – sise 8 rue Toiras 34000 Montpellier – pour un montant de 950 € ttc (neuf cent cinquante euros toutes taxes comprises) dans le cadre de la manifestation « La grande dictée » du 09 avril 2016 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : La signature d'un contrat de cession avec l'association « Le Collectihihif » - 8 rue Toiras 34000 Montpellier – pour un montant de 950 € ttc (neuf cent cinquante euros toutes taxes comprises) dans le cadre de la manifestation « La grande dictée » du 09 avril 2016 ;

**ARTICLE 2** : La présente décision fera l'objet d'une communication au conseil municipal.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

FAIT A VILLENEUVE LES MAGUELONE LE 23 MARS 2016

LE MAIRE  
Noël SEGURA



*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*



Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone - B.P. 15 - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone cedex  
Tél. 04 67 69 75 75 - Fax 04 67 99 88 76 - [www.villeneuvelesmaguelone.fr](http://www.villeneuvelesmaguelone.fr)



VILLENEUVE  
LES-MAGUELONE



COMMUNE DE  
VILLENEUVE LES MAGUELONE

REPUBLIQUE FRANCAISE

## **DECISION N° 2016/022**

VU le code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L 2122-22 portant délégation de missions complémentaires ;

VU la délibération du Conseil municipal du 14 avril 2014 relative à la décision de donner délégation de missions complémentaires à Monsieur le Maire ;

VU la délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015 relative à la décision d'accorder la protection fonctionnelle de la Commune à M. Philippe GABAUDAN, Directeur Général des Services dans le cadre de l'agression dont il a été victime le 8 décembre 2015 ;

### **DECIDE**

#### **ARTICLE 1 :**

La Commune mandate Maître Olivier RAPINI, Avocat associé de la SCP SCHEUER VERNHET & Associés, sise 1 Place Alexandre Laissac à Montpellier, pour défendre les intérêts de Monsieur le Directeur Général des Services dans cette affaire.

#### **ARTICLE 2 :**

Cette décision sera communiquée lors de la réunion du conseil municipal ainsi qu'à Monsieur Le Préfet.

Fait à Villeneuve Les Maguelone,  
Le 31 mars 2016

**Le Maire**  
**Noël SEGURA**

*La présente décision sera affichée en mairie, publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et transmise à Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault. La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des mesures de publicité.*